Concours national d'accès aux écoles de management (CNAEM), Maroc

Session 2018, filière ECT

Économie-droit

Durée : 4 heures

Ce que traite le sujet

- Économie, note de synthèse
- Économie, réflexion argumentée
- Droit, dossiers 1 à 4

Sujet reproduit sans retouche à partir de la page suivante.

Copie photographiée : pages légèrement inclinées et bord de la page voisine visible en marge. Le texte du sujet est complet et lisible.

Résumé des parties, chapitres de cours liés et autres années :
prepahelp.com/annales/cnaem/ect/2018/eco-droit

Prepa Help ne revendique aucun droit sur le sujet, propriété de l'organisateur du concours.

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني
والتعليم العالي والبحث العلمي
كتابة الدولة المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي

Royaume Du Maroc
Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Secrétariat d'Etat chargée de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
PRESIDENCE CNAEM 2018

PAGE DE GARDE

Concours National d'Accès aux Ecoles de Management

Edition 2018

Filière :

Epreuve : ECONOMIE ET DROIT

Durée : 4 H

Notes à lire par le candidat :

- **Le candidat doit écrire son nom de famille, prénom, centre et numéro d'examen dans la partie réservée à ceci en haut de la 1ère page du cahier d'épreuve, avant de commencer à rédiger, pour valider sa feuille de composition.**
- **Si un candidat est amené à repérer ce qui peut lui sembler être une erreur d'énoncé, il le signalera sur sa copie et devra poursuivre sa composition en expliquant les raisons des initiatives qu'il a été amené à prendre.**

Nombre de pages : 12

CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS AUX ÉCOLES DE MANAGEMENT

(CNAEM)

FILIERE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

OPTION TECHNOLOGIQUE

EPREUVE :ECONOMIE - DROIT

Lundi 14 Mai de 08 h à 12 h

Le sujet comprend 12 pages

NB : Aucun document n'est autorisé

.....

ECONOMIE

PREMIERE PARTIE : NOTE DE SYNTHESE

A partir du dossier documentaire suivant, vous rédigerez une note de synthèse de 500 mots environ (plus ou moins 10 %)**sur les enjeux économiques de la stabilité politique.**

Dossier documentaire :

Document 1 :Le développement entre stabilité politique et macroéconomique
Document 2 :Stabilité politique et Firmes multinationales
Document3 :L'attractivité territoriale des économies arabes
Document 4 : La stabilité politique : un avantage comparatif soutenable ?
Document 5 : Le risque pays du Maroc

DOCUMENT 1 :

Le développement entre stabilité politique et macroéconomique

Les différentes analyses sur la relation entre la stabilité politique et les performances en matière de croissance mettent en avant l'existence d'un gouvernement stable comme condition nécessaire d'une croissance soutenue à long terme, assise clé du développement. Car pour mettre en œuvre des réformes structurelles, le pays aurait besoin d'un gouvernement stable s'appuyant sur une majorité parlementaire homogène. L'argumentation s'appuie sur la séquence suivante ; la stabilité

politique est une condition nécessaire de la stabilité macroéconomique et cette dernière permet d'exploiter pleinement le potentiel de croissance à long terme (...), en évitant les crises de surchauffe. Au premier abord, les observations corroborent l'existence d'une relation négative entre l'instabilité politique, la stabilité macroéconomique et la croissance. Cette dernière est en effet, plus faible et plus volatile pendant les périodes des gouvernements de coalition. De même que l'inflation et le déficit extérieur sont relativement plus élevés. L'instabilité gouvernementale semble alimenter les anticipations inflationnistes. Pour autant la séquence selon laquelle la stabilité politique qui assurerait la stabilité macroéconomique est loin d'être évidente, dans la mesure où l'instabilité macroéconomique continue d'exister sous les gouvernements stables.

(...) S'il y a un lien significatif entre la stabilité gouvernementale et la croissance, il n'existe pas de relation statistiquement significative entre la stabilité gouvernementale et la stabilité macroéconomique observée à travers le taux d'inflation, le déficit public et le solde de la balance courante. A titre illustratif, plusieurs pays de l'Europe actuelle, pourtant stables politiquement, s'efforcent encore d'agir dans un contexte macroéconomiquement instable, nourri d'une insoutenabilité des finances publiques (justifiée par l'évolution non maitrisable de la dette publique et déficit budgétaire), d'un faible taux de croissance bloquant la création d'emploi...[1]

L'existence de l'instabilité macroéconomique qui apparaît à des degrés divers comme le lot commun des différents gouvernements, conduit à s'interroger sur une relation de sens opposé, à savoir l'impact des performances en matière de croissance sur la popularité des gouvernements en place et sur la stabilité du régime démocratique.

En effet, les politiques de relance, s'expliquent en partie par des facteurs mis en avant dans le cadre des modèles politico-économiques qui insistent sur les déterminants économiques de la popularité des gouvernements qui les conduisent à gérer des cycles électoraux[2]. Dans ce sens, un comportement irrationnel du point de vue économique devient tout à fait rationnel du point de vue politique. Car si la relance à court terme réussit avant l'échéance électorale, le gouvernement en place renforce sa popularité et augmente ses chances d'être réélu. Tandis que si elle provoque une crise de surchauffe à la veille des échéances électorales, le gouvernement sortant perd les élections, mais en léguant une situation économique difficile qui embarrasse l'actuelle opposition arrivée au pouvoir ; ce qui augmente les chances de réussite pour les échéances électorales suivantes. D'autres analyses soulignent le lien entre l'instabilité gouvernementale et le choix de politiques économiques de court terme qui se manifeste par le déficit budgétaire et l'accumulation de la dette publique ou par le recours à l'inflation et au seigneuriage, tout en prenant le soin de préciser la rationalité politique qui est derrière une gestion macroéconomique irrationnelle.

L'électorat est beaucoup plus sensible aux performances en matière de croissance immédiate qu'aux objectifs de stabilité des prix et d'équilibre extérieur. Les politiques budgétaires et

---

[1] *Propos du concepteur*

[2] *Un cycle électoral se définit comme la conséquence de l'utilisation de la politique économique par les dirigeants pour accroître leur chance de réélection. Sachant que dans un pays donné, une bonne conjoncture économique tend à améliorer l'image du gouvernement au pouvoir, celui-ci aurait tendance à effectuer une politique de relance avant les élections. Les recherches économiques sur les cycles électoraux ont surtout été menées par l'école du Public Choice, à partir des travaux de Nordhaus (1975), qui estimait que les gouvernements augmentaient l'inflation avant les élections pour baisser le chômage et ainsi pouvoir gagner lors du suffrage.*

monétaires expansionnistes des gouvernements élus qui consistent à créer des gagnants immédiats, sans identifier les perdants futurs, attirent ses faveurs.
(...) La priorité accordée par l'électorat à la croissance immédiate réduit substantiellement les marges de manœuvre des gouvernements élus pour engager des politiques privilégiant la stabilité macroéconomique qui permettrait d'atteindre un rythme de croissance plus élevé, mais à long terme.

Bien que l'observation des performances économiques selon les régimes politiques et leur stabilité puisse laisser entendre un certain déterminisme politique, un schéma explicatif basé sur une causalité inverse est aussi envisageable, comme en témoigne le problème d'endogénéité des variables politiques et économiques rencontré dans les analyses transversales. Plusieurs arguments, parfois contradictoires sont avancés pour décrire l'impact du régime politique sur le développement. Si le développement des libertés individuelles stimule la croissance, en encourageant l'entrepreneuriat, il engendre un effet négatif en exacerbant les conflits de répartition des revenus et des richesses. Le multipartisme favorisant le clientélisme, se traduit par des demandes de redistribution. Tandis que les libertés individuelles, en réduisant l'autonomie de l'État contraignent celui-ci à privilégier la consommation présente aux dépens de la consommation future. Selon ce raisonnement qui postule que les profits sont à l'origine de l'accumulation et par voie de conséquence de la croissance, cette dernière se trouve réduite. Enfin, les gouvernements élus ont une capacité à réformer limitée en raison de la contrainte de popularité et de réélection. Les régimes autoritaires qui échappent à cette contrainte ont plus d'autonomie pour entreprendre des réformes et de ce fait leurs actions s'inscrivent dans une perspective privilégiant la croissance à long terme et le développement. En revanche, les régimes autoritaires lèguent à leurs successeurs une situation économique difficile qui est à l'origine de leur chute.

Source : DenizAKAGÜL, DEMOCRATIE, STABILITE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT, 2005, http://www.ceri-sciences-po.org . Deniz AKAGÜL est un chercheur associé à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques – Paris)

DOCUMENT 2 :

Stabilité politique et Firmes multinationales

Il est largement reconnu le fait que l'environnement politique, institutionnel et social agit tant sur les performances économiques d'un pays dans le temps que sur les choix des investisseurs étrangers. Un système législatif efficient, impartial, transparent et stable, qui protège et respecte la propriété privée et les droits des individus ; des institutions publiques stables, crédibles et honnêtes ; des politiques gouvernementales favorables à l'économie de marché sont des conditions qui encouragent les entrées d'IDE. Ces facteurs jouent un rôle très important dans la décision d'implantation, parce qu'ils déterminent la qualité de l'environnement des entreprises. Quelles que soient leurs raisons principales d'investir à l'étranger, les investisseurs considèrent en effet la stabilité macroéconomique et sociopolitique du pays hôte comme une condition nécessaire préalable pour toute implantation. Il est permis de penser que la stabilité qui réduit l'incertitude sur l'évolution de l'économie du pays hôte est un déterminant primordial pour les investissements en général et a fortiori pour les investisseurs étrangers, dont la stratégie s'inscrit dans une perspective de long terme, contrairement aux mouvements des capitaux spéculatifs à court terme.

La stabilité apparaît donc comme un élément réducteur d'incertitude. Dans la littérature, cette stabilité est appréciée à travers plusieurs variables, comme l'État de droit, la démocratie, le risque pays ou la stabilité politique.

(...) Cette dernière est un élément important pris en considération par les investisseurs qui veulent s'implanter à l'étranger, surtout lorsqu'ils envisagent de s'installer dans un pays en développement ou en transition. Aussi, l'instabilité politique comme variable explicative est-elle souvent intégrée dans les analyses concernant les PVD que dans celles qui traitent le cas des pays développés. Bien qu'une majorité d'études concluent à une corrélation négative entre le risque politique et les flux d'IDE entrants (...), la relation entre la stabilité politique et les IDE n'est pas clairement établie. Certaines analyses aboutissent soit à l'absence de relation (...), soit à un changement de sens de la corrélation selon les périodes.

Les résultats des études relatifs à l'impact du risque politique sur les entrées d'IDE

Variable	Nombre d'études	Corrélation		
		Oui		Non
		positive	Négative	
Le risque politique	6 sur les PVD	-	5	2
Le risque pays**	6 sur les PVD	1	5	-

** *L'expression « risque pays » a émergé dans les années 1960 aux États-Unis. Son acception a évolué au fil du temps, sans qu'une définition ne s'impose véritablement. Parfois confondu avec le risque souverain, le risque pays est en réalité plus large : il englobe les risques sociaux ou climatiques, les risques politiques et les risques économiques*[3].

(...) L'interprétation des résultats est d'autant plus délicate que le sens de la causalité entre la stabilité politique et les flux d'IDE n'est pas univoque. En effet, la stabilité politique peut être influencée par les déséquilibres économiques, beaucoup plus fréquents dans le groupe de pays en développement.

Les crises économiques qui ont eu lieu dans les dernières décennies en Amérique Latine et en Asie ont entraîné des changements de leurs régimes politiques. Par conséquent, l'attractivité des marchés des pays en développement et en transition peut être affectée par la grande incertitude qui les menace en termes de risque politique.

[3] *Revue Politique Etrangère, Éditeur : Institut français des relations internationales (IFRI)*

Il n'en demeure pas moins que le sens de la causalité entre la stabilité politique et l'attractivité des IDE continue d'être débattu (...). Une première séquence peut être envisagée de la manière suivante ; la stabilité politique qui permet d'échapper aux politiques économiques inflationnistes, en favorisant la stabilité macroéconomique accroît l'attractivité du pays en question pour les IDE. Mais il est également possible de concevoir la séquence dans le sens inverse : les entrées de capitaux, en réduisant la contrainte extérieure nourrit la croissance dans un environnement macroéconomique stable, laquelle à son tour, en augmentant la popularité du gouvernement ou du régime en place, renforce la stabilité politique. Les entrées de capitaux pouvant être liées dans ce cas à d'autres facteurs, comme la perspective de l'adhésion à l'UE qui constitue un ancrage solide aux yeux des investisseurs. Dans ce sens, un cercle vertueux est envisageable, mais le point de départ reste ambigu. Il est même possible d'envisager de façon conjoncturelle, une séquence stabilité politique, instabilité macroéconomique et attractivité accrue pour les IDE, comme nous avons pu l'observer dans le cas de la crise asiatique.

Source : Laura Brancu , The RomanianEconomic Journal, 2008

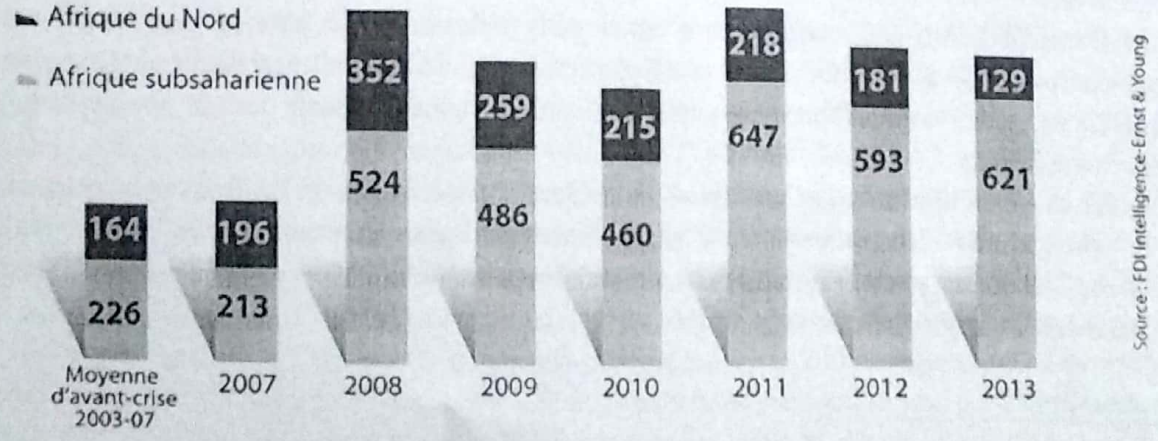
DOCUMENT 3 :

L'attractivité territoriale des économies arabes

Au Proche et au Moyen-Orient, des conflits perdurent aussi en **Syrie** et en **Libye**, faisant craindre une déstabilisation des pays frontaliers. « Le risque politique est l'élément aujourd'hui le plus à suivre à moyen terme ».

En Afrique du Nord, comme l'Algérie, le Maroc a échappé au printemps arabe. Le Royaume chérifien a bien des avantages, a observéBNP Paribas, « une demande domestique et des investissements directs étrangers (IDE) importants, une stabilité essentiellement politique, auxquels s'ajoute aujourd'hui la baisse des prix du pétrole », mais il est aussi confronté à la faible demande en provenance de l'Union européenne, son premier client, et à la baisse de l'activité dans le secteur de la construction (…).

Évolution des projets d'IDE en Afrique



Comme au Maroc, la Tunisie souffre de la croissance en berne dans la zone euro, en particulier le tourisme et l'industrie, et les banques doivent absolument être recapitalisées cette année pour à nouveau fonctionner et délivrer des prêts aux entreprises.

Dans ce contexte, la Tunisie reste très dépendante de l'aide du Fonds monétaire international (FMI). « Certes, la Banque mondiale et le FMI ont promis des prêts, mais ce n'est pas la question des prêts qui compte, mais celle des investissements pour continuer le miracle tunisien ». Or, a-t-elle constaté, avec confiance, « le gouvernement est en train de réaménager la loi sur les investissements et peu d'entreprises, notamment françaises – sur un total de 1 300 – ont quitté la Tunisie, ce qui est rassurant pour l'avenir ».

Au Maroc, selon le Ministère de l'Economie et des Finances, l'attractivité des IDE a connu une amélioration continue au cours des deux dernières décennies. La répartition par origine géographique des IDE reçus par le pays montre une prédominance des investissements relevant des pays de l'Union Européenne, même si leur part s'est fortement modérée, passant de 84% en 2000 à 51% en 2016, au profit des pays arabes dont la part a significativement augmenté pour se situer à 27% du montant total des IDE en 2016 contre 6% seulement en 2000.

Les différents rapports, évaluant et classant les forces et les faiblesses des différentes économies en termes d'attractivité des investissements (Rapport sur la compétitivité mondiale, Rapport Doing Business, Rapport sur l'Indice de Liberté Economique), témoignent des efforts déployés par le Maroc dans les domaines de la stabilité politique, du cadre macro-économique, de l'ouverture de l'économie et du commerce extérieur. Toutefois, ces rapports pointent certains domaines où des efforts conséquents devraient être consentis pour relever significativement l'attractivité du Maroc, dont notamment pour ce qui est de la justice, du marché du travail, de la corruption, de la recherche et développement ainsi que de la qualité du système d'enseignement et de la formation professionnelle (…).

Au total, les perspectives du positionnement international du Maroc demeurent positives, à la faveur de son élan réformateur volontariste, ses choix stratégiques fondés sur l'édification de profils de spécialisation dynamiques et son ancrage régional prometteur qui devrait consacrer le statut du Maroc en tant que hub au carrefour des grands marchés intercontinentaux.

	Investissements directs étrangers entrants (millions de dollars)				
ANNEES	2011	2012	2013	2014	2015
Egypte	-483	6031	4256	4612	6885
Maroc	2568	2728	3298	3561	3162
Tunisie	1148	1603	1117	1063	1002
Algérie	2580	1499	1693	1507	-587
Afrique du nord	7548	15759	11961	11625	12647
Afrique	47786	55156	52154	58300	54079

Source : CNUCED. 2016

Sources : - François Pargny, 16 févr. 2015, https://www.lemoci.com

-Ministère de l'Economie et des Finances, Synthèse du Rapport Economique et Financier 05 janvier 2018

DOCUMENT 4 :

La stabilité politique : un avantage comparatif soutenable ?

Les mouvements internationaux des IDE s'expliquent par la répartition aléatoire des avantages comparatifs au niveau international. Force est de constater le caractère diversifié de l'avantage. Ce dernier est en effet multidimensionnel (proximité géographique, main d'œuvre qualifiée ou bon marché, dotations factorielles…)

Chaque étape du processus de production requière, pour une réalisation efficiente, l'exploitation d'un avantage comparatif particulier, la répartition aléatoire de ce dernier justifie la fragmentation internationale de la chaine de valeur, l'internationalisation des firmes, et la Division Internationale du Processus de Production (DIPP)

Mais la disponibilité d'un avantage comparatif, à elle seule, ne peut être déterminante. C'est plutôt la "capacité d'exercice" au sens d'une possibilité d'exploitation qui pourrait être à l'origine des IDE et mouvements de délocalisation. Cette capacité est paralysée par l'absence d'un contexte de stabilité politique. En effet, l'instabilité politique qui renforce l'incertitude ne permet pas l'exploitation des avantages géographiques, ce qui peut réduire les flux d'IDE entrants, voire les empêcher, et même déclencher des mouvements de relocalisation (retour au pays d'origine). La stabilité politique est donc un atout susceptible de permettre l'exploitation de tout avantage.

De plus, les firmes dont le processus de production, ou une partie de celui-ci, est fortement génératrice d'externalités négatives (émission des gaz à effet de serre, surexploitation des ressources naturelles et humaines) cherchent activement des paradis écologiques et sociaux, garantis par une stabilité politique forcée.

Cette quête de stabilité est d'une importance pouvant même inciter les gouvernements des Etats émetteurs à maintenir la présence des forces militaires dans leurs destinations géographiques instables politiquement en vue de protéger les intérêts de leurs investisseurs. La protection maintenue par la France dans la partie de ''sa'' zone Franc située en Afrique de l'Ouest se veut, avant tout, une garde aux investisseurs français sur des régions en agitation continue.

Cela permet de comprendre pourquoi la transition institutionnelle et démocratique, qui réduit l'autonomie des Etats, gages de cette stabilité forcée, dérange les intérêts des multinationales. L'Afrique cumulait depuis longtemps des stocks relativement importants d'IDE dont le déterminant clé est une dictature permettant donc aux multinationales une exploitation protégée et quiète des avantages naturels et humains de l'Afrique. L'avantage comparatif de l'Afrique est dans son désavantage institutionnel. Toute transition institutionnelle, aussi défendable soit-elle d'un point de vue développementiste, a un coût économique énorme.

Néanmoins, la stabilité politique ne dit rien sur la qualité du système politique. Cette stabilité peut résulter d'un régime de répression soustractive des libertés individuelles et des *capabilités*, selon les termes d'Amartya Sen. Une stabilité forcée ne fait que renforcer les facteurs qui peuvent conduire brutalement à l'instabilité.

Cette stabilité forcée comporte donc en elle-même ses facteurs d'instabilité. En effet, la dite stabilité imposée par des régimes autoritaires encourage la formation des bulles sociales alimentée par la détérioration continue des indicateurs sociaux (inégalité, pauvreté, bien-être, niveau de vie...). Ces bulles risquent imprévisiblement l'éclatement. Les insurrections dans des régions du monde arabe depuis la fin de l'année 2010, en constituent l'illustration explicite. Des manifestations de masse ont voulu mettre fin à des institutions incommodes et défavorables oppressives, encourageant l'abus de la fonction publique à des fin d'enrichissement personnel. Le coût économique de ces révolutions est énorme: mouvement de relocalisation des firmes, désinvestissement, fermeture d'entreprises, perte d'emploi, augmentation des dépenses de sécurité, rupture des services publics, détérioration du capital infrastructurel...C'estle prix de l'inégalité comme l'aimait écrire Joseph Stiglitz.

Une réforme institutionnelle peut certes avoir des conséquences contestées sur les flux d'IDE entrants, mais uniquement ceux dont les acteurs sont d'une orientation productiviste. Autrement dit, ceux dont la présence est au détriment d'une croissance plus stable et inclusive. La complexité de la procédure administrative, les inégalités de chance, le déficit de transparence, et le coût économique élevé que cela peut engendrer, encouragent la corruption. Celle-ci, hormis ses effets défavorables, permet donc une dynamique de l'investissement dans un environnement complexe et rigide institutionnellement. Contrecarrer la corruption, sans faire évoluer celui-ci, mettra en péril l'activité économique et le climat d'investissement. L'économie de la corruption permet plus d'éclaircissement sur ce point.

Toute stabilité économique fondée sur un désavantage institutionnel forçant une stabilité politique ne peut être que biaisée et fragile. Soutenir une stabilité qui s'enracine dans environnement institutionnellement résilient est seul gage d'un taux d'investissement moins volatile.

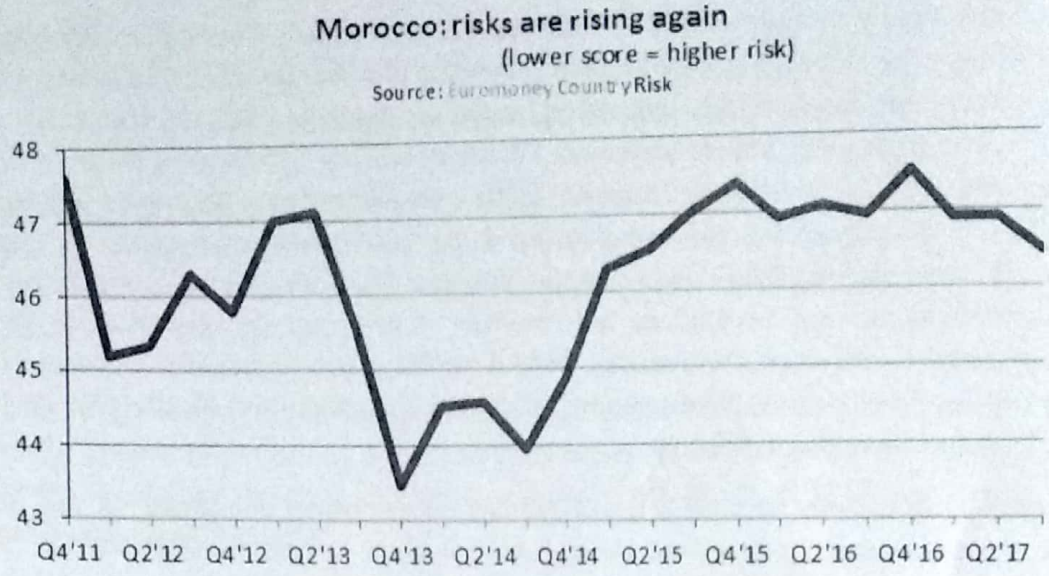
Source : Le concepteur

DOCUMENT 5

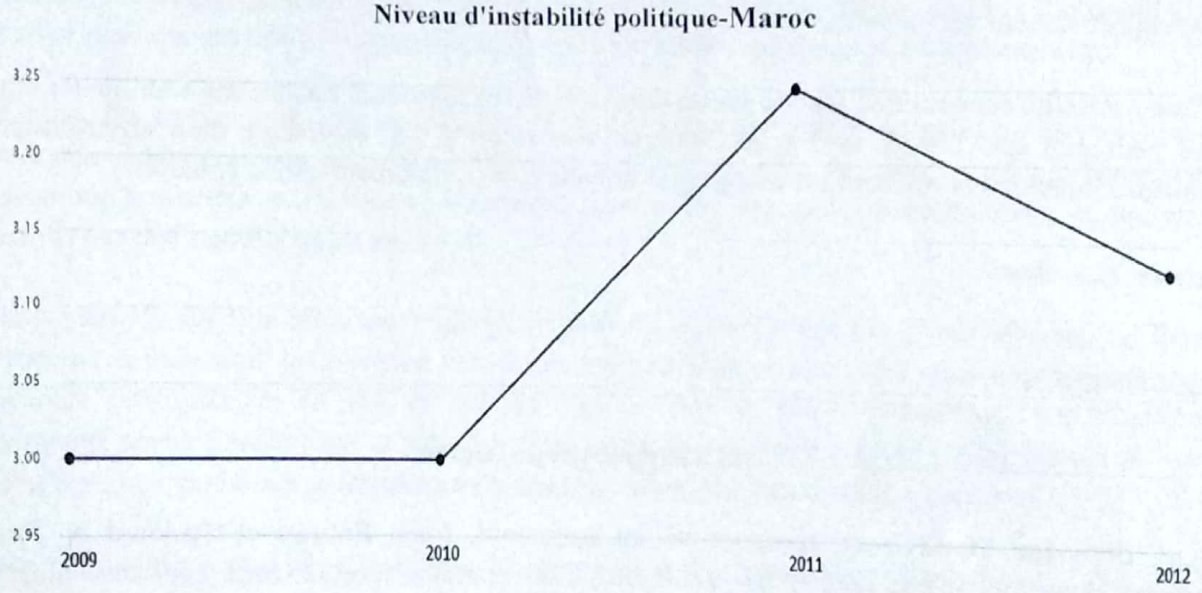
Le risque pays du Maroc

(…) Bien que Moody's ait toujours été en désaccord, Fitch Ratings et Standard & Poor's attribuent au Maroc une note BBB- stable. Dans une certaine mesure, cette confiance n'est pas surprenante. Fitch, dans son dernier rapport, déclare : « Les notations du Maroc sont soutenues par une macro-stabilité, un bilan de politiques économiques prudentes et un déficit budgétaire inférieur à la médiane de la catégorie« BBB ».Le tourisme demeure en hausse principalement en raison d'une croissance plus forte en Europe, et le secteur agricole rebondit (…).

L'agence de notation ajoute cependant prudemment : « Ces facteurs sont contrebalancés par des indicateurs de développement et de gouvernance faibles, et une dette publique et des déficits courants élevés par rapport aux pays pairs », un avis qualitatif d'experts sur une série d'indicateurs clés, ce qui génère un classement mondial à la 73ème place sur un total de 186 pays étudiés.



Le Maroc connait de nouveau une augmentation des risques (analyse sur un score de 100).



Niveau d'instabilité politique. Classé 1-5 (bas-haut) selon le niveau d'instabilité des institutions politiques ou de leur incapacité à subvenir aux besoins de ses citoyens, des entreprises et des investisseurs étrangers: 1, très stable et 5 très instable. Classement fait par les analystes de l'Economist Intelligence Unit.Source. Global Peace Index

Source : Euromoney Magazine Novembre 2017

DEUXIEME PARTIE : REFLEXION ARGUMENTEE

Sujet :

Quelles politiques économiques pour la promotion de l'attractivité territoriale du Maroc aujourd'hui ?

DROIT

VETRASOFT est une SARL marocaine au capital de 500.000 DH, siégeant à CASABLANCA et spécialisée dans la prestation de services divers au profit des sociétés de transport ou celles dotées d'une flotte logistique. Créée en 2012 par Ahmed RADDADI, diplômé de l'ENSEM (Ecole nationale supérieure d'électricité et de mécanique), et de quelques camarades de promotion, elle arrive dans une courte durée à se forger une place conséquente dans un secteur à forte intensité concurrentielle et marqué par un dynamisme technologique en perpétuelle évolution.

Ahmed RADDADI arrive en collaboration de la fonction recherche et développement à développer une invention majeure dans le domaine. Il s'agit en fait d'un système à installer dans les réservoirs des véhicules permettant de suivre en permanence la consommation de carburant ainsi que de faire des comparaison avec la consommation moyenne estimée pour un trajet, chose qui permet de rationaliser au mieux les coûts et de contrôler les conducteurs. Il enregistre son invention à l'OMPIC et reçoit son brevet d'invention le 13 Février 2013.

La société développe une offre de service aux professionnels de la logistique s'articulant autour de quatre grands axes :

- **La géolocalisation des véhicules en temps réel :** Cette fonctionnalité utilise en général le système GPS et un moyen de télécommunication (GSM/GPRS/3G, communication satellite, UHF/VHF) et offre aux clients un suivi régulier des installations faites par VETRAFOFT
- **Exploitation de l'information par des applications métier :** La centralisation des différentes informations des véhicules (position, kilométrage, conducteur…) peut être couplée avec un système spécifique qui exploitera ces données. Différents outils et solutions pourront permettre d'améliorer la productivité des sociétés clientes en centralisant l'information du terrain et la redistribuant aux différents acteurs.
- **Diagnostics techniques :** Certains systèmes développés par la société permettent de se connecter directement à l'ordinateur de bord du véhicule pour lire les informations de maintenance (kilométrage, heures moteur, consommation, codes panne de moteur…). Le système de gestion de flotte peut donc alerter à distance les gestionnaires du parc de véhicule de toutes les maintenances à effectuer ou des problèmes techniques en cours.
- **Gestion des conducteurs :** L'ordinateur de bord équipant le véhicule peut être équipé d'un système d'identification du conducteur (ex: saisie d'un code personnel ou utilisation d'une clé conducteur) permettant d'identifier le conducteur. Ceci est particulièrement utile lorsqu'il faut définir quel conducteur se trouvait dans le véhicule au moment d'un fait (accident, procès-verbal du code de la route, événement avec un client).

On vous propose quatre dossiers à traiter.

DOSSIER 1 :

Pour suivre l'évolution de son entreprise, VETRASOFT avait procédé à un changement de son siège social. Pour cela, elle a acheté le 25 Mai 2016 un vaste plateau pour bureau près de la zone industrielle, qu'elle a par la suite aménagé.

Toutefois, courant Janvier 2018, des fissures apparaissent sur les murs intérieurs de ses locaux. Après une première réparation, les fissures apparaissent sur d'autres murs. En contactant le vendeur, le groupe immobilier ANNAMAE, la société n'obtient pas de réponse favorable. Son contractant estimant que ce sont les réaménagements faits après l'achat qui sont à l'origine des problèmes.

Se fiant aux conclusions de quelques experts contactés, il s'agit de grosses fissures dites lézardes (dépassant 2 mm) dont les causes sont souvent structurelles. M. RADDADI, compte poursuivre en justice son vendeur.

Sur quels fondements juridiques peut agir M. RADDADI en justice ? peut- il obtenir gain de cause ?

DOSSIER 2 :

Menant sa veille régulière, M. RADDADI prend connaissance de l'existence d'une invention au nom de la société « LogiPro », permettant de découvrir de probable fuite de carburant dans les véhicules sur lesquels la technologie est installée, accélérant par-là laréparation et évitant de graves dégâts dans le futur.

Ladite invention fait l'objet d'un brevet d'invention datant du 05 Septembre 2014, mais son exploitation n'a pas encore eu lieu. Des négociations entre les sociétés ont été initiées, mais n'ont pas abouti.

Y'a-t-il des possibilités juridiques pour que VETRASOFT puisse exploiter l'invention de « LogiPro »?

DOSSIER 3 :

Pour l'installation de ses technologies sur les véhicules de ces clients, M. RADDADI emploie une dizaine de techniciens chargés de se déplacer chez les clients et effectuer les travaux nécessaires.

M. Aziz BENTALEB fait partie de cette équipe depuis la création de la société. Toutefois, il vient d'adresser à VETRASOFT, son employeur, une lettre notifiant son départ de l'entreprise. Il justifie son action par les retards répétés concernant le paiement de son salaire durant les derniers mois ainsi que le refus de l'employeur de payer une prime de déplacement qu'il est contraint de faire et le non paiement des heures supplémentaires travaillées au cours de l'année 2017. Il dévoile également son intention d'agir en justice à l'encontre de la société.

Quelles sont les conséquences juridiques de cette rupture du contrat de travail pour VETRASOFT ? Devant quel tribunal M. BENTALEB devrait porter son affaire ?

DOSSIER 4 :

Pour rentabiliser au mieux son invention de 2013, M. RADDADI procède à une modification des conditions contractuelles les liant à ses clients. En effet, il n'accepte l'installation de sa technologie que pour un minimum de 4 (quatre) véhicules. Pour les anciens clients, il impose lors du renouvellement du contrat un passage aux nouvelles conditions de vente.

Analyser les pratiques contractuelles de VETRASOFT.

Travailler les chapitres de ce sujet

Prepa Help suit le programme d'ECT chapitre par chapitre : cours détaillé, méthodes, pièges, exercices et problèmes corrigés pas à pas, tirés des concours. L'essai gratuit donne accès aux chapitres offerts de ta filière, sans carte bancaire.

Chapitres liés à ce sujet

- Ordre public de direction : pratiques restrictives de concurrence

Ouvrir l'essai gratuit

Scanne le code ou clique sur le bouton.

prepahelp.com/#essai

Une question sur le concours ou sur ta filière : **écrire sur WhatsApp**

Les autres années et épreuves : prepahelp.com/annales/cnaem/ect